

N. 81 — 2227

16 DECEMBRE 1981

Arrêté ministériel relatif au régime d'accise de la bière

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 11 mai 1967 (1) relative au régime d'accise de la bière, notamment les articles 6 et 11, modifiés par la loi du 16 juin 1973 (2);

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1981 (3) modifiant le régime d'accise de la bière, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1981 (4), modifiant le régime d'accise de la bière, notamment l'article 2, § 1er;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1968 (1) réglant l'exécution de la loi du 11 mai 1967 (1) relative au régime d'accise de la bière, modifié par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1970 (5), du 20 novembre 1972 (6), et du 28 novembre 1973 (7);

Vu l'avis du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1968 réglant l'exécution de la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière sont apportées les modifications suivantes :

1° la définition de l'exportation est remplacée par la définition suivante :

« exportation : l'exportation en dehors du territoire douanier du Benelux »;

2° entre la définition de l'extrait sec et la définition de la période de réunion est insérée la définition suivante :

« loi : la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière ».

Art. 2. Dans l'article 9, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, les mots « ou de bières » sont supprimés.

Art. 3. L'article 42 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. Une même déclaration 288 peut se rapporter à plusieurs brassins à confectionner au cours d'une même semaine, c'est-à-dire du lundi au dimanche.

Les brassins à confectionner au cours d'une semaine durant laquelle commence une nouvelle année civile ou durant laquelle les droits d'accise sont modifiés doivent toutefois faire l'objet de deux déclarations 288 distinctes, la première pour les brassins dont la fabrication commencera avant le 1er janvier ou avant la date du changement des droits d'accise, la seconde pour les autres brassins. »

Art. 4. L'article 90 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 90. § 1er. Dès qu'il est avisé de la décision favorable du directeur régional concernant la restitution ou la décharge des droits d'accise pour des brassins non confectionnés ou pour la perte ou la destruction de mûls, le receveur calcule les sommes à restituer ou à porter en décharge, en tenant compte des taux applicables au brasseur à ce moment. En même temps, il soustrait des chiffres de production de la brasserie qui seront pris en considération pour la taxation ultérieure, les quantités de mûl pour lesquelles la restitution ou la décharge est accordée.

- (1) *Moniteur belge* du 22 décembre 1968.
- (2) *Moniteur belge* du 20 juin 1973.
- (3) *Moniteur belge* du 27 juin 1981.
- (4) *Moniteur belge* du 19 décembre 1981.
- (5) *Moniteur belge* du 30 décembre 1970.
- (6) *Moniteur belge* du 14 décembre 1972.
- (7) *Moniteur belge* du 30 novembre 1973.

F. 81 — 2227

16 DECEMBER 1981

Ministerieel besluit betreffende het accijnstelsel van bier

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 11 mei 1967 (1), betreffende het accijnstelsel van bier, inzonderheid op de artikelen 6 en 11, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1981 (3) tot wijziging van het accijnstelsel van bier, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1981 (4) tot wijziging van het accijnstelsel van bier, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 november 1968 (1) tot uitvoering van de wet van 11 mei 1967 (1) betreffende het accijnstelsel van bier, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 18 december 1970 (5), 20 november 1972 (6) en 28 november 1973 (7);

Gelet op het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Unie;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 25 november 1968 tot uitvoering van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnstelsel van bier worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de begripsbepaling « uitvoer » wordt door de volgende begripsbepaling vervangen :

« uitvoer : de uitvoer buiten het Benelux douanegebied »;

2° na de begripsbepaling « verbruik » wordt een als volgt luidende begripsbepaling ingevoegd :

« wet : de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnstelsel van bier ».

Art. 2. In artikel 9, derde alinea, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, worden de woorden « of bier » geschrapt.

Art. 3. Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 42. De brouwsels te vervaardigen in de loop van dezelfde week, d.w.z. van maandag tot zondag mogen in één aangifte 288 worden opgenomen.

De brouwsels te vervaardigen in de loop van een week waarin de jaarwisseling valt of waarin een wijziging van de accijnzen plaatsvindt, moeten evenwel het voorwerp zijn van twee aparte aangiften 288, de eerste voor de brouwsels die aanvangen vóór 1 januari of vóór de datum waarop de accijnswijziging ingaat, de tweede voor de andere brouwsels ».

Art. 4. Artikel 90 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 90. § 1. Zodra de ontvanger van de gewestelijke directeur een gunstige beslissing krijgt nopens de teruggaaf of afschrijving van accijnzen voor onbegonnen gebleven brouwsels of voor verliezen of vernietiging van wort, berekent hij de terug te geven of af te schrijven sommen tegen de bedragen die alden voor de brouwer van toepassing zijn. Hij vermindert tevens de productiecijfers van de brouwerij, die voor de verdere belasting in aanmerking zullen worden genomen, met de hoeveelheden wort waarvoor teruggaaf of afschrijving wordt verleend.

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1968.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 1973.
- (3) *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1981.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1981.
- (5) *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1970.
- (6) *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1972.
- (7) *Belgisch Staatsblad* van 30 november 1973.

§ 2. Dès qu'il est avisé de la décision favorable du directeur général ou du directeur régional concernant la restitution ou la décharge des droits d'accise pour la perte ou la destruction de bières, le receveur calcule les sommes à restituer ou à porter en décharge, en tenant compte des taux qui, en exécution de l'article 96bis, sont ou seraient pris provisoirement en considération pour les décharges des droits d'accise accordées au brasseur en cas d'exportation. Le 31 décembre, les quantités de bières ainsi prises en considération pour la restitution sont comprises dans la régularisation prescrite par l'article 96ter. »

Art. 5. L'article 92 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est abrogé.

Art. 6. L'article 93 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. Décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée en cas d'exportation de bières ou en cas d'expédition de bières aux Pays-Bas, par quantités d'au moins un hectolitre.

Décharge du droit d'accise spécial est accordée en cas d'expédition de bières au Grand-Duché de Luxembourg par quantités d'au moins un hectolitre.

Sont assimilés à l'exportation, le dépôt de bières en entrepôt public et la livraison de bières aux organismes et personnes bénéficiant du régime des immunités diplomatiques.

Aucun minimum n'est exigé pour l'octroi de la décharge en cas d'exportation ou de livraison de bières enlevées d'un entrepôt public, en cas d'exportation de bières comme provisions de bord dans les trains, navires ou aéronefs, ou en cas de livraison de bières aux organismes et personnes bénéficiant du régime des immunités diplomatiques. »

Art. 7. L'article 94 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 20 novembre 1972 et du 28 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 94. L'exportation de bières et l'expédition de bières aux Pays-Bas avec décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial ont lieu sous le couvert d'une déclaration d'exportation EX 63.

L'expédition de bières au Grand-Duché de Luxembourg avec décharge du droit d'accise spécial et le dépôt de bières en entrepôt public avec décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial ont lieu sous le couvert d'une déclaration Benelux 40.

La livraison de bières aux organismes et personnes bénéficiant du régime des immunités diplomatiques a lieu sous le couvert d'une déclaration 136 F. »

Art. 8. L'article 96bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 96bis. La décharge du droit d'accise ou du droit d'accise spécial correspondant aux quantités déterminées selon la manière prévue à l'article 96 est provisoirement calculée :

— soit aux taux de la deuxième tranche d'imposition de l'article 1er de la loi;

— soit, à la demande du brasseur, aux taux de la tranche d'imposition la plus élevée dudit article 1er qui lui sera applicable; cette tranche d'imposition est fixée chaque année par le receveur de commun accord avec le brasseur. »

Art. 9. L'article 96ter du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 96ter. Le 31 décembre de chaque année, le receveur calcule la décharge définitive du droit d'accise et du droit d'accise spécial pris séparément, en multipliant la quantité totale d'hectolitres-degré de moût qui, au cours de l'année écoulée a donné lieu à des inscriptions correspondantes au crédit des comptes 112 respectifs, par le taux moyen par hectolitre-degré qui serait applicable au brasseur si la production totale de l'année écoulée était soumise aux taux fixés à l'article 1er de la loi.

Après avoir calculé la décharge définitive, le receveur régularise la situation comme suit :

a) s'il a été accordé une décharge trop faible, le compte 112 correspondant est crédité de la différence;

b) s'il a été accordé une décharge trop élevée, le brasseur est invité à régulariser la différence dans les cinq jours. »

§ 2. Zodra de ontvanger van de directeur-generaal of van de gewestelijke directeur een gunstige beslissing krijgt nopens de teruggaaf of afschrijving van accijnzen voor vernietiging of verlies van bier, berekent hij de terug te geven of af te schrijven sommen tegen de bedragen die voor de brouwer, bij toepassing van artikel 96bis, voorlopig in aanmerking worden genomen of zouden worden genomen, voor ontheffing van accijnzen wegens uitvoer. Op 31 december van het jaar worden de aldus voor teruggaaf in aanmerking genomen hoeveelheden bier mede begrepen in de regularisatie voorgeschreven door artikel 96ter. »

Art. 5. Artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 93. Ontheffing van accijns en ban bijzondere accijns wordt verleend voor bier dat wordt uitgevoerd of naar Nederland verzonden bij hoeveelheden van ten minste één hectoliter.

Ontheffing van bijzondere accijns wordt verleend voor bier dat naar het Groothertogdom Luxemburg wordt verzonden bij hoeveelheden van ten minste één hectoliter.

Opslag van bier in openbaar entrepot en levering van bier aan personen of organismen die diplomatieke vrijdom genieten, worden met uitvoer gelijkgesteld.

Geen minimum is vereist voor het verlenen van de ontheffing bij uitvoer of levering vanuit een openbaar entrepot, bij uitvoer als hoordprovisie van treinen, schepen of luchtvaartuigen of bij levering aan personen of organismen die diplomatieke vrijdom genieten. »

Art. 7. Artikel 94 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 20 november 1972 en 28 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 94. De uitvoer van bier en de verzending naar Nederland, met ontheffing van accijns en van bijzondere accijns geschieden met een aangifte ten uitvoer EX 63.

De verzending van bier naar het Groothertogdom Luxemburg, met ontheffing van bijzondere accijns en de opslag in openbaar entrepot met ontheffing van accijns en van bijzondere accijns, geschieden met een aangifte Benelux 40.

De levering van bier aan personen of organismen die diplomatieke vrijdom genieten, geschiedt met een aangifte 136 F. »

Art. 8. Artikel 96bis van hetzelfde besluit ingevoegd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 96bis. De ontheffing van de accijns of bijzondere accijns op de overeenkomstig artikel 96 vastgestelde hoeveelheden, wordt voorlopig berekend :

— hetzij tegen de bedragen van de tweede belastingschaal van artikel 1 van de wet;

— hetzij, op verzoek van de brouwer, tegen de bedragen van de hoogste belastingschaal van bedoeld artikel 1, waarin de brouwer zal worden belast; die schaal wordt ieder jaar door de ontvanger, in overleg met de brouwer, vastgesteld. »

Art. 9. Artikel 96ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 96ter. Op 31 december van elk jaar berekent de de ontvanger afzonderlijk voor de accijns en voor de bijzondere accijns de definitieve ontheffing door het totaal aantal hectolitergraden wort dat in de loop van het voorbije jaar aanleiding heeft gegeven tot creditering van de respectievelijke kredietrekeningen 112, te vermenigvuldigen met het gemiddelde tarief per hectolitergraad, dat door de brouwer zou zijn verschuldigd, indien de totale produktie van het verlopen jaar aan de bij artikel 1 van de wet vastgestelde bedragen zou zijn onderworpen.

Na de berekening van de definitieve ontheffing regulariseert de ontvanger de toestand als volgt :

a) zo een te geringe afschrijving werd verleend, wordt de desbetreffende kredietrekening 112 gecrediteerd met het verschil;

b) zo een te grote afschrijving werd verleend wordt de brouwer uitgenodigd, binnen vijf dagen het verschil te betalen. »

Art. 10. § 1er. L'intitulé du titre Vbis du même arrêté inséré par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1970, est remplacé par l'intitulé suivant :

« TITRE Vbis. — Importation de bières. — Réception de bières en provenance du Grand-Duché de Luxembourg ou des Pays-Bas. »

§ 2. L'article 97bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 97bis. En cas d'importation ou en cas de réception en provenance des Pays-Bas, de bières destinées au Grand-Duché de Luxembourg, seul le droit d'accise proprement dit établi par l'article 11 de la loi est perçu; la réexpédition des bières vers le pays de destination a lieu sous le couvert d'une déclaration Benelux 40 validée au bureau d'importation ou au bureau d'entrée situé à la frontière belgo-néerlandaise.

Lors de la réception de bières en provenance du Grand-Duché de Luxembourg, seul le droit d'accise spécial établi par l'article 11 de la loi est perçu. »

Les articles 97ter et 97quater du même arrêté, modifiés par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 97ter. La perception des droits d'accise établis par l'article 11 de la loi a lieu sur base de la production de référence de la brasserie qui a fabriqué les bières.

Par production de référence, on entend la production totale de bières, exprimée en hectolitres-degré de moût, fabriquées dans la brasserie durant l'année civile qui précède l'année de l'importation.

Si la brasserie n'a travaillé que pendant une partie de l'année civile prise en considération pour fixer la production de référence, celle-ci est calculée pour une année entière, par extrapolation, à partir de la production totale effective exprimée en hectolitres-degré de moût.

Si la brasserie n'a pas fabriqué de bières durant l'année civile qui précède l'année de l'importation, est considérée comme production de référence, la production totale présumée de la brasserie pour l'année de l'importation, exprimée en hectolitres-degré de moût.

Art. 97quater. Dans sa déclaration de mise à la consommation, l'importateur doit indiquer la production de référence de la brasserie dont la bière provient.

A l'appui de sa déclaration, l'importateur doit présenter au receveur une attestation de la brasserie de production faisant apparaître la production de référence à prendre en considération pour la taxation. »

§ 4. L'article 97quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, est abrogé.

Art. 11. Pour l'application de l'article 3 de l'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise de la bière, et par dérogation à l'article 96ter de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1968 précité, inséré par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1973, le receveur détermine le 31 décembre 1981, tant pour le droit d'accise que pour le droit d'accise spécial, les quantités totales d'hectolitres-degré qui ont été exportées, d'une part, avant le 1er août 1981 et, d'autre part, à partir de cette date, avec inscriptions correspondantes au crédit des comptes 112 respectifs.

Il considère que ces quantités proviennent des derniers hectolitres-degré que le brasseur a produits en 1981. Pour le calcul des sommes à porter définitivement au crédit des comptes 112, le receveur applique aux quantités d'hectolitres-degré déterminées comme prescrit ci-dessus les taux en vigueur respectivement avant le 29 juin 1981 et à partir de cette date. Il régularise ensuite la situation comme prescrit à l'article 96ter, 2e alinéa, précité.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1982, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le 31 décembre 1981.

Bruxelles, le 16 décembre 1981.

R. VANDEPUTTE

Art. 10. § 1. Het opschrift van titel Vbis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij ministerieel besluit van 18 december 1970, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« TITEL Vbis. — Invoer van bier. — Betrekken van bier uit het Groothertogdom Luxemburg of uit Nederland. »

§ 2. Artikel 97bis van hetzelfde besluit ingevoegd bij ministerieel besluit van 18 december 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 97bis. Bij invoer of bij het uit Nederland betrekken van bier dat bestemd is voor het Groothertogdom Luxemburg, wordt slechts de bij artikel 11 van de wet vastgestelde, eigenlijke accijns geheven en geschiedt de doorverzending van het bier naar het land van bestemming met een aangifte Benelux 40 geldig gemaakt op het invoerkantoor of op het kantoor van binnenkomen uit Nederland.

Bij het binnenkomen van bier uit het Groothertogdom Luxemburg wordt slechts de bij artikel 11 van de wet vastgestelde bijzondere accijns geheven. »

De artikelen 97ter en 97quater van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 97ter. De heffing van de bij artikel 11 van de wet vastgestelde accijnzen geschiedt op grond van de referentieproductie van de brouwerij die het bier heeft voortgebracht.

Onder referentieproductie moet worden verstaan, de totale bierproductie, uitgedrukt in hectolitergraden wort, die in de brouwerij is voortgebracht gedurende het kalenderjaar dat aan het jaar van invoer voorafgaat.

Indien de brouwerij slechts gewerkt heeft gedurende een gedeelte van het kalenderjaar dat in aanmerking wordt genomen voor het bepalen van de referentieproductie, dan wordt de referentieproductie voor een volledig jaar berekend door extrapolatie, uitgaande van de werkelijke totale productie uitgedrukt in hectolitergraden wort.

Indien de brouwerij gedurende het kalenderjaar dat aan de invoer voorafgaat geen bier heeft voortgebracht, wordt als referentieproductie aangenomen, de vermoedelijke totale productie, uitgedrukt in hectolitergraden wort, die in de brouwerij zal worden voortgebracht gedurende het kalenderjaar van de invoer.

Art. 97quater. In zijn aangifte ten verbruik moet de importeur de referentieproductie van de brouwerij van herkomst van het bier aangeven.

Tot staving van zijn aangifte moet de importeur aan de ontvanger een door de brouwerij van voortbrengst afgeleverd attest voorleggen, waaruit de voor de belasting in aanmerking te nemen referentieproductie blijkt. »

§ 4. Artikel 97quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, wordt opgeheven.

Art. 11. In uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier en in afwijking van artikel 96ter van voormeld ministerieel besluit van 25 november 1968, ingevoegd bij ministerieel besluit van 28 november 1973, bepaalt de ontvanger op 31 december 1981, zowel voor de accijns als voor de bijzondere accijns, het totaal aantal hectolitergraden dat, enerzijds, vóór 1 augustus 1981 en, anderzijds vanaf 1 augustus 1981 werd uitgevoerd met creditering van die rekeningen.

Hij beschouwt dat die hoeveelheden voortkomen van de laatste hectolitergraden die in 1981 door de brouwer werden voortgebracht. Voor de berekening van de definitieve creditering van de rekeningen 112 past de ontvanger op de in vorenstaande zin vastgestelde hectolitergraden respectievelijk de vóór en de vanaf 29 juni 1981 van kracht zijnde tarieven toe. Hierna regulariseert hij de toestand zoals voorgeschreven bij voormeld artikel 96ter, tweede alinea.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1982, met uitzondering van artikel 11 dat in werking treedt op 31 december 1981.

Brussel, 16 december 1981.

R. VANDEPUTTE